



Lettre de Bolivie

Les réformes de Morales

Christian Parenti

DANS **MOUVEMENTS** 2006/5 n^o 47-48 , PAGES 51 À 56
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1291-6412

ISBN 2707149403

DOI 10.3917/mouv.047.0051

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2006-5-page-51?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

BOLIVIE

Lettre de Bolivie

Les réformes de Morales

Après le Venezuela bolivarien¹, Christian Parenti, journaliste au *Nation*, poursuit son tour de l'Amérique latine avec la Bolivie d'Evo Morales. Il évalue les effets de la « révolution » que constitue l'arrivée au pouvoir d'un syndicaliste indien dans un pays dominé par une bourgeoisie blanche pendant des décennies. La « guerre des classes » n'a pas eu lieu. De rencontre en rencontre, Parenti découvre, en fait de « *panique capitaliste* », l'adhésion des petits entrepreneurs aux réformes et notamment à la logique redistributive et nationaliste. Vigilant sur sa droite (les grands propriétaires terriens) et sa gauche (les séparatistes indiens), le gouvernement Morales orchestre un savant mélange de réduction de la pauvreté, de récupération des ressources nationales, de rupture avec l'ajustement structurel, laissant grommeler le grand voisin du Nord, tenant les rênes d'un capitalisme bolivien autrefois sauvage.

PAR
CHRISTIAN PARENTI*

Je ne sais pas si c'est l'altitude ou les effets secondaires du Xanax du long vol de la nuit passée, mais la culture politique bolivienne a l'air bouleversée par rapport à l'année dernière². Au réveil, dans un hôtel miteux de La Paz, j'allume la télé : sur l'écran, la Barbie-présentatrice habituelle. Mais elle interviewe Raúl Prada, un intellectuel marxiste court sur pattes, avec des lunettes constamment baissées sur le nez. La dernière fois que j'avais vu Prada, il était dans la rue, avec la masse, à esquiver les jets de bombes lacrymogènes. Maintenant conseiller d'Evo Morales et de son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), Prada explique pourquoi le gouvernement vient de nationaliser une grande partie de l'industrie bolivienne de gaz naturel.

« *La nationalisation des hydrocarbures a été une demande et une politique de l'État depuis la défaite des élites traditionnelles lors de la guerre du Chaco, entre 1932 et 1935* », explique Prada, en faisant référence au bain de sang cataclysmique que fut le conflit avec le Paraguay, qui est pour la Bolivie ce que la Première Guerre mondiale est à l'Europe. En 1937, le gouvernement bolivien avait saisi toutes les installations de la Standart Oil dans

* Journaliste.

1. « Pétropopulisme et polarisation sociale », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006.

2. Texte paru originellement dans *The Nation*, 19/06/2006. Traduction de l'anglais par Florence Brisset-Foucault et Yves Sintomer.

le pays. Toutes, et sans aucune compensation. « *Selon ces standards, la politique actuelle ne représente pas une réelle nationalisation* », explique Prada avec un air de déception résignée. La Barbie-présentatrice hoche la tête et poursuit en posant des questions informées et intéressantes : « *Comment, exactement, la Bolivie va-t-elle 'industrialiser' ses réserves de gaz naturel? Combien l'infrastructure prévue va-t-elle coûter?* »

Où sont la chasse aux sorcières et les moqueries racistes sur un président indien ayant perdu la tête? De manière surprenante, le décret de nationalisation du 1^{er} mai n'est pas tellement controversé ici. Même une grande

partie des milieux d'affaire boliviens soutient la mesure. En réalité, cette « nationalisation » est une prise de contrôle limitée de trois entreprises-clefs qui ensemble dominent le cœur de l'industrie de l'énergie en Bolivie. Elle n'est pas non plus vraiment précipitée. Le décret de Morales est l'aboutissement d'un processus qui a été entamé lors de la « guerre du gaz » d'octobre 2003,

qui a conduit à la chute du président Gonzalo Sánchez de Lozada puis de son successeur, Carlos Mesa. En tout, les réformes devraient rapporter au gouvernement plus de 700 millions de dollars de revenu par an.

Les trois entreprises en question furent en partie bradées (ou « capitalisées ») dans les années 1990. Avec les nouvelles règles, la compagnie publique de pétrole va acquérir 51 % des parts de Transredes (propriété de Shell), qui gère la majorité des transports de gaz et de pétrole y compris les pipelines, ainsi que 51 % des parts d'Andina (propriété de l'entreprise hispano-argentine Repsol YPF) et de Chaco (BP et le groupe BG britannique). Ces deux dernières font de l'exploration et la production primaire. Le gouvernement prend aussi le contrôle des deux principales raffineries de Bolivie, contrôlées jusqu'ici par la compagnie brésilienne Petrobras. La vingtaine d'autres entreprises étrangères restent telles quelles. Pendant les six prochains mois, le gouvernement et les trois grandes compagnies vont diminuer les *royalties* de gaz de 82 à 18 % en faveur du gouvernement. Durant cette période, de nouveaux contrats seront négociés et les prix augmentés. Mais la baisse finale des *royalties* ne sera pas si favorable que ça au gouvernement. À l'heure actuelle, il semble que la plupart des compagnies pétrolières qui opèrent en Bolivie vont continuer à payer 50 % de *royalties*, comme depuis la loi sur les hydrocarbures de mai 2005.

Mais Morales a promis d'aller plus loin que le gaz. Il a annoncé des plans de nationalisation des mines et des forêts, ainsi que des mesures de confiscation et de redistribution des surfaces non exploitées aux paysans sans terre. En mars dernier, le gouvernement bolivien a décidé de ne pas renouveler un prêt de trois ans avec le FMI, après des décennies d'ajustement structurel imposé et d'austérité. Il a aussi fortement augmenté le salaire minimum, promis d'accroître les dépenses de santé de 300 % et demandé à une grande compagnie de mines brésilienne de quitter le pays parce qu'elle était soupçonnée d'y opérer de manière illégale.

De manière surprenante, le décret de nationalisation du 1er mai n'est pas tellement controversé ici.

Morales a aussi appelé à son cabinet un certain nombre d'« *outsiders* » radicaux et d'activistes indigènes. Parmi eux se trouve surtout la ministre de la Justice Casimira Rodríguez, qui a commencé à travailler à l'âge de 13 ans, comme bonne, à Cochabamba. Dans un monde où la normalité est incarnée par l'homme blanc, son arrivée représente un soufflet au-delà de toute comparaison. Lorsque j'ai interviewé Rodríguez dans son bureau étonnamment grand, elle semblait sincèrement affectée par les attaques tournées contre elle mais, sur le plan politique, elle ne se laisse pas démonter. Elle me décrit comment elle et les autres bonnes, certaines devenues des quasi-esclaves, consacraient leur unique journée libre de la semaine à s'organiser en syndicat de domestiques. « *J'ai vécu l'injustice et l'inégalité* », raconte Rodríguez. « *Combattre la corruption est difficile, mais je peux démontrer au peuple que cette maison est aussi la leur.* »

Malgré ces changements, beaucoup parmi la gauche bolivienne considèrent encore Morales comme un vendu. Ils soulignent le fait que, chaque jour, 600 000 enfants vont encore dormir sans dîner et demandent plus. Un *think tank* lié aux mouvements sociaux, le CELDA, a publié un rapport sensationnaliste assimilant les cent premiers jours du gouvernement à « *une ratification du néolibéralisme* ». Aux bureaux du CONAMAQ, une des grandes fédérations indiennes de Bolivie, rassemblant des *allusys*³, ou communautés, de Quechuas, d'Aymaras, de Guaranis, la critique d'Evo, le « frère », est plus abstraite : « *Il n'a pas de vision indigène* », explique le président du groupe, Anselmo Martínez Tot, qui approuve la nationalisation mais s'inquiète d'un risque que la vision du MAS du développement économique n'empiète sur les systèmes traditionnels et ne charrie les jeunes vers les villes. « *Nous voulons l'indépendance du Tabuantisuyu* », affirme l'un des *maluk*, ou chef local, dans les bureaux. Il fait référence à l'immense nation indigène comprenant la Bolivie et des bouts du Chili, de l'Argentine, du Pérou et de l'Équateur. La frange radicale de l'indigénisme bolivien, une force non négligeable au niveau politique, ne se contentera pas du réformisme du MAS.

Les cinq premiers mois du gouvernement n'ont pas vu se déchaîner la guerre des classes ou un séparatisme indien. Au lieu de cela, les membres du MAS disent qu'ils poursuivent une stratégie réaliste, moins héroïque, de réduction de la pauvreté par la croissance, en tenant les rênes de l'économie de marché bolivienne plutôt qu'en la renversant. Cependant, les changements de politiques ont suffi à irriter sérieusement George W. Bush et l'*intelligentsia* étasunienne. Le Président nord-américain a vociféré contre une « *érosion de la démocratie en Bolivie* », alors que d'autres maquillent leur mécontentement en préoccupations technocratiques. Micheal Shifter, du Dialogue inter-américain, anciennement membre du *National Endowment for Democracy* (NED) financé par les États-Unis, raconte que la nationalisation « *risque d'éloigner des partenaires naturels et a priori favorables à la Bolivie* ». D'autres suggèrent que la nationalisation mettra fin aux nouveaux investissements dans les explorations de gaz. Les experts boliviens du pétrole ne sont pas d'accord, affirmant que les compagnies « *font la queue* » pour avoir accès aux gisements de gaz. Mais certains, jusqu'au au sein du gouvernement Morales, s'inquiètent de l'accès à long terme de la Bolivie à l'immense marché brésilien.

3. Entité politique des Incas (NdT).

4. Voir l'entretien avec Alvaro García Linera dans la rubrique « Itinéraire » de ce même numéro.

Dans un grand salon richement décoré du palais présidentiel, j'ai rendez-vous avec le vice-président Alvaro García Linera, de temps en temps surnommé « le cerveau du gouvernement » – Evo en est clairement l'âme. À 42 ans seulement, García Linera a un parcours qui inclut déjà des épisodes d'ancien guérillero, d'ex-prisonnier, d'auteur infatigable et d'intellectuel, et il est maintenant l'un des politiciens les plus importants d'Amérique latine⁴. Autour de café et de jus de papaye, il m'explique la logique économique du nouveau gouvernement. « *Les compagnies transnationales sont les bienvenues en Bolivie, mais elles ne domineront pas l'économie. Elles devront s'attendre à payer des impôts et à se soumettre à des réglementations environnementales et sociales raisonnables. Mais elles feront toujours des profits* », m'explique le jeune vice-président. Selon García Linera, tout ce que l'État peut faire à ce stade, c'est d'imposer un équilibre et une humanité minimale au capitalisme bolivien caractérisé par la sauvagerie et le chaos.

À la recherche de la guerre des classes et de la panique capitaliste, je me rends aux bureaux de la Chambre nationale de l'industrie, mais je n'y trouve que raison et mesure. En y réfléchissant, c'est logique, puisque cette chambre du commerce représente 1 500 petites ou moyennes entreprises de textile, d'alimentation, d'artisanat, de travail du métal ou d'agriculture, toutes menacées par le marché à la sauce étasunienne. Et aucune d'entre elles n'est une compagnie pétrolière. « *Evo devait nationaliser le gaz* », me dit Daniel Sánchez, le président de la Chambre. « *Nous avons eu un référendum en juillet 2004 et la nationalisation a été massivement soutenue. C'est ça la démocratie.* » Après deux semaines à scruter les discours des politiciens, des hommes d'affaires et des mouvements sociaux, c'est la même impression encore et toujours : la nationalisation devait avoir lieu à cause du référendum de juillet 2004. Si Morales avait été plus frileux, il aurait dû faire face à la colère de la rue. Même certains propriétaires terriens de droite des plaines de la province de Santa Cruz, à l'est du pays (où Morales a obtenu un score étonnant de 33 % des voix), m'ont dit que même s'ils n'étaient pas d'accord avec la nationalisation, elle était inévitable.

« *En tant qu'industriel, je pense que le nouveau gouvernement va beaucoup nous aider* » affirme Sánchez, qui est propriétaire et gérant de deux usines de chimie et fabrique des produits de purification de l'eau. « *Le gouvernement nous a dévoilé une partie de ses plans économiques. C'est très humain : ils veulent combattre la pauvreté. Mais il y a aussi un fort accent sur l'industrie nationale. Ils veulent construire le marché interne.* » Selon Sánchez, beaucoup d'industriels de La Paz en sont venus à voir les vertus de la stratégie de croissance du MAS. L'idée de créer une nouvelle banque publique qui fournirait des crédits bon marché aux industries locales est particulièrement populaire. Les industriels apprécient par ailleurs les programmes de soutien aux transferts de technologie : « *Ainsi, nous pourrions progresser vers une technologie plus propre et plus efficace, qui nous rendrait plus compétitifs sur le marché régional.* » C'est une équation simple, mais qui a toujours été enfouie sous les blabla idéologiques du consensus de Washington. Après avoir goûté à la stagnation économique, à l'austérité

et à la domination mondiale du néolibéralisme, beaucoup de propriétaires industriels boliviens finissent par comprendre : si les pauvres ont de l'argent, ils achèteront plus de produits issus de l'industrie locale.

Le lien entre la réduction de la pauvreté et le marché national ne peut être plus flagrant que dans les bureaux de Cifabol, l'organisation industrielle qui représente la plupart des petites entreprises pharmaceutiques boliviennes. Environ 5 000 personnes travaillent dans le secteur pharmaceutique ici, et aucune des grandes firmes n'a d'implantation en Bolivie. Un Joseph Stiglitz fatigué a fait un saut en ville en tant qu'invité du ministère des Affaires étrangères. Ses discours n'étaient que modérément keynésiens, mais cela a suffi pour pousser un certain nombre d'intellectuels et d'hommes d'affaires de La Paz à

regarder d'un autre œil la régulation, la redistribution modérée et la planification. Parmi ces amateurs se trouvait la doctoresse Victoria de Urioste Blanco, de Cifabol. « *Le gouvernement veut développer l'accès aux soins. Nous voulons développer le marché interne* », m'explique-t-elle avec une pause théâtrale entre les deux phrases, pour nous permettre de bien nous imprégner de cette connexion dialectique entre la

production et la consommation. Les membres de Cifabol se sont intéressés aux détails des règlements sur la propriété intellectuelle contenus dans différentes propositions libérales étasuniennes et ont constaté que les cartes étaient faussées en leur défaveur. Ils ont donc retourné leur veste et soutiennent dorénavant le nationalisme économique du MAS. « *Saviez-vous qu'aujourd'hui, le Bolivien moyen prend seulement deux comprimés par an ? Peut-être une aspirine et un viagra* », me dit Urioste, avec un sourire malicieux. Le marché des médicaments bolivien ne représente que 120 millions de dollars par an ; toute croissance, quelle qu'elle soit, pourrait aider les entreprises de Cifabol.

Du coup, certaines élites locales ont commencé à regarder au-delà de la peau brune d'Evo (c'est-à-dire au-delà de leur propre racisme) et à s'intéresser à la logique de ses politiques. Et certains se sont même sevrés de leurs habitudes intellectuelles de lèche-botte consistant à prendre comme du pain béni tout ce qui vient de Washington. Les propriétaires terriens, cependant, sont toujours hostiles : ils s'opposent résolument à toute idée de réforme agraire. Si le ciel s'obscurcit pour le MAS, c'est de deux côtés : une extrême gauche insatisfaite et les propriétaires terriens des plaines, de droite, peut-être appuyés par les États-Unis. Mais les deux menaces s'annulent quasiment l'une l'autre. Si la droite se mobilise contre le MAS, la gauche s'unira certainement. Si la droite s'efface et lâche un peu de terrain, alors la gauche pourrait faire du mandat de Morales un enfer avec des revendications pour un changement social et une redistribution économique accrus.

Certaines élites locales ont commencé à regarder au-delà de la peau brune d'Evo (c'est-à-dire au-delà de leur propre racisme) et à s'intéresser à la logique de ses politiques.

Le plus effrayant cependant semble être l'extrême droite de Santa Cruz. Des rumeurs courent sur des mercenaires colombiens qui s'entraînent dans des grands *ranchs* boliviens. Et plusieurs figures politiques de Santa Cruz, comme Ruben Costas, le préfet de la province, ont menacé de « résister à la domination » du gouvernement central. Branco Marinkovic est l'un des personnages influents de Santa Cruz, président de la fédération des industries privées de Santa Cruz, grand propriétaire terrien et descendant d'immigrants

croates, comme beaucoup parmi les élites de l'Est de la Bolivie. Il m'explique qu'il a fini par avaler la nationalisation du gaz, mais il prend un air menaçant s'il est contredit sur d'autres sujets : « La réforme agraire mènerait à la guerre civile », dit-il, avec un accent aux notes texanes, résultat de six ans d'études à l'Université du Texas, à Houston. Quand je lui demande s'il monte une milice privée, comme le dit la rumeur, il se défile : « C'est du

« Si le ciel s'obscurcit pour le MAS, c'est de deux côtés : une extrême gauche insatisfaite et les propriétaires terriens plaines, de droite, peut-être appuyés par les États-Unis. »

business, juste du business. Je monte des affaires importantes ici. Je ne suis pas impliqué dans quoi que ce soit de ce genre. » Que pouvait-il dire d'autre ?

Moins inquiétant, Marinkovic me dit qu'il est même « d'accord » avec les projets du gouvernement de taxer les ventes de terrain. « Si ça freine la spéculation, ce n'est pas mal. » Les habitants de Santa Cruz ont aussi été rassurés par l'annonce de García Linera que le gouvernement ne limiterait pas la taille des *ranchs*. L'immensité des *ranchs* est donc acceptable si les propriétaires investissent leur capital pour employer des gens et produire de la nourriture. La menace de confiscation pourrait même pousser des spéculateurs de la région à rapatrier de l'argent des lointains marchés financiers et à l'investir dans les activités économiques réelles en Bolivie. Pour l'instant, c'est tout ce que le MAS peut exiger : une version de l'économie de marché qui serait moins nuisible, moins volatile et plus juste. ●